Code criminel

Si l'on ajoute cela à la décision de monsieur l'Orateur MacNaughton, décision que le gouvernement n'a pas approuvée car elle semblait remettre en question le droit qui lui est concédé de présenter toute motion de son choix, on peut en conclure, à mon avis, que la proposition qui est encore acceptée à Westminster et dont la 19^e édition de May fait état, proposition voulant qu'aucun député, sans exception, ne soit obligé de voter sur une question si complexe que pour approuver des éléments du bill qui lui plaisent, il doit également en accepter d'autres qui lui déplaisent et vice versa. Cette proposition a encore des défenseurs. Donc, ayant décidé auparavant que des bills étaient contraires au Règlement et privilèges de la Chambre, Votre Honneur devrait, me semble-t-il, examiner très attentivement le bill qui traite de ces deux sujets tout à fait disparates pour voir s'il n'est pas contraire à nos droits et privilèges. Dans ce cas, Votre Honneur devrait ordonner, ou au moins proposer, à la Chambre de diviser le bill en deux bills distincts afin que les députés puissent faire connaître leurs vues sur les différents sujets.

● (2050)

M. Benjamin: Monsieur l'Orateur, en tant qu'amateur dans ce domaine, j'hésite à prendre la parole, mais ayant établi depuis longtemps mon état d'amateur, je voudrais dire quelques mots sur ce rappel au Règlement en tant qu'amateur de l'arrière-ban ou de député de l'arrière-ban qui est un amateur.

Mon honorable ami de Winnipeg-Nord-Centre prétend qu'il s'agit d'un mélange de questions compliquées. Le député d'Ottawa-Carleton (M^{me} Pigott) a fait remarquer que le bill cherche à combiner des mesures traitant de l'écoute électronique, de la réglementation des armes à feu, du tarif des douanes, de la loi sur la libération conditionnelle, de la loi sur les pénitenciers et de la loi sur les prisons et les maisons de correction—je ne saurais expliquer comment le tarif des douanes se trouve là-dedans. Mais il s'agit d'un mélange de questions compliquées, comme l'a dit mon honorable ami de Winnipeg-Nord-Centre.

Si je ne m'abuse, lorsqu'une mesure est lue pour la deuxième fois, la Chambre en étudie le principe. Le vote de la deuxième lecture porte sur le principe du bill. Pourtant, il me semble que les députés doivent maintenant se prononcer sur deux mesures dont le principe est entièrement différent.

En ce qui concerne la réglementation des armes à feu, le principe en cause est, selon moi, de savoir si les citoyens doivent être autorisés à posséder des armes et à en porter et, dans l'affirmative, dans quelles conditions, tandis que pour l'écoute électronique, ce sont les droits et les libertés civiles qui sont en jeu, puisqu'on parle d'atteinte à la vie privée, de harcèlement et de surveillance, et le reste. Certains députés peuvent être d'accord avec les mesures concernant la réglementation des armes à feu tout en désapprouvant le traitement réservé aux droits du citoyen dans les dispositions relatives à l'écoute électronique et au respect de la vie privée. Par contre, certains députés peuvent désapprouver le principe invoqué dans la mesure relative aux armes à feu, et être d'accord avec la partie du bill qui concerne les droits des citoyens à la vie privée.

Il me semble qu'on nous demande de voter sur deux principes tout à fait opposés. L'un concerne les privilèges des citoyens et l'autre, leurs droits fondamentaux. Je soupçonne que les députés auront des avis bien différents sur ces deux

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

mesures sans parler des cinq autres parties du bill. Monsieur l'Orateur, j'espère que vous permettrez aux députés de se prononcer séparément au moins sur le principe des deux principaux sujets dont j'ai parlé, soit le contrôle des armes à feu et l'écoute électronique. A mes yeux, les principes dont s'inspirent ces deux mesures sont si différents qu'il est un peu injuste de nous demander de nous prononcer «tout ou rien» à l'étape de la deuxième lecture.

Pour compléter peut-être ce que mon collègue a dit, j'aimerais aborder un autre aspect, qui m'est venu à l'esprit lorsque le solliciteur général (M. Fox) a parlé de la troisième lecture. Quoi qu'il puisse arriver à ces amendements au comité, rien n'empêche que nous soyons encore une fois appelés à nous prononcer «tout ou rien» à l'étape de la troisième lecture. Cela n'est certes pas satisfaisant. Quant à moi, j'accepterais que le bill soit divisé en sept parties, tout en reconnaissant qu'il y aurait lieu peut-être d'en réunir trois ou quatre en une seule, puisqu'ils touchent seulement les privilèges de nos concitoyens. Si les gens sont des criminels dangereux, il est normal qu'ils soient privés de certains droits dont jouissent leurs concitoyens puisqu'ils les ont perdus en devenant criminels dangereux. D'autres sont privés de leurs droits aux termes de différentes lois, notamment celle sur la libération conditionnelle des détenus, comme l'a signalé le député de Grenville-Carleton. Cela renforce mon argument. Demander aux députés de voter «tout ou rien» sur une question qui touche les privilèges des citoyens en même temps que sur un principe concernant les droits des citoyens est inacceptable, car les deux principes sont incompatibles. J'espère que Votre Honneur jugera qu'il faut diviser le bill, en ce qui concerne du moins la réglementation des armes à feu et l'écoute électronique, afin que nous puissions nous prononcer sur ces questions séparément.

M. Goodale: Je n'ai pas l'intention, monsieur l'Orateur, de réfuter totalement les arguments soulevés au cours du débat. Nous avons tenu là, à mon avis, un débat intéressant et valable sur un point important. Je rappelle simplement qu'on a fait remarquer deux choses: l'une est la distinction qu'a faite Votre Honneur entre les règles relatives aux résolutions et les règles relatives aux projets de loi. C'est sur cette distinction importante que nous nous basons pour justifier notre façon de procéder dans le cas du bill C-51 sous sa forme actuelle. Lorsqu'on invoque cette distinction, les précédents que l'on a cités à l'appui de l'argument avancé par le député de New Westminster (M. Leggatt) et d'autres perdent presque tout leur sens.

J'aimerais en outre rappeler que, selon le leader de l'opposition officielle à la Chambre, il était parfaitement légitime et tout à fait réglementaire de mettre le projet de loi à l'étude. Même s'il trouvait à redire aux bills omnibus dans certains cas précis, il considère que c'était une pratique acceptable, bien établie et reconnue par notre Règlement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Pas acceptable, mais reconnue.

M. Goodale: J'aimerais bien vérifier l'expression. Je crois qu'on a fait usage du terme «acceptable», mais j'accepterai qu'on me corrige lorsque le harsard sera publié demain.

Les députés néo-démocrates se plaignent de la complexité de la mesure législative. Ce problème se pose à tous les députés de la Chambre. C'est regrettable, mais nous vivons dans un monde complexe et compliqué...